

Grèves, manifestations, blocages : tous mobilisés le 10 septembre

Lundi soir, François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service du patronat.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncées par Bayrou c'était sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies sur les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran, Thalès et autres. Sans oublier la goutte d'eau pour faire déborder le vase : l'annonce de ce vol de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaire, gratuit pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation en ramenant tout au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible de grèves, manifestations et blocages. Et c'est toute la politique du patronat, licenciements, blocage des salaires, baisse de l'indemnisation du chômage... qu'il faut mettre en échec.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou avait-il mis son poste en balance que ça s'est mis à frétiler chez les politiciens, à qui pourrait prendre sa place. Tous n'ont à la bouche que les mots de « *déficit budgétaire à résorber* », « *économies pour redresser la France* ». À commencer par Olivier Faure, le chef de file du Parti socialiste, qui propose à Macron ses services pour être Premier ministre à la tête d'un gouvernement qui se dirait « de gauche » (mais sans LFI). Il se fait fort, lui, de ne faire que 22 milliards d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos bien-sûr. Et il promet à Macron que son gouvernement ne gouvernerait que

par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus réactionnaire, le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024, voire arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés, pire que Retailleau.

Mais ce serait supercherie aussi de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force, est dans nos mobilisations et nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organiseurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau des directions nationales confédérales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions. Mais on commence par le 10 et on se réunit, on s'organise dans les quartiers et les lieux de travail pour préparer la suite.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale de salaires (au moins 400 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire ravalier.

Une gestion de pôle catastrophique

Au pôle C, nombreux sont ceux qui ne s'y retrouvent pas quant aux valeurs préconisées et à la gestion du pôle. Cela fait longtemps que cette situation existe et personne n'intervient pour y mettre un terme. Résultat, les équipes sont en souffrance et la parole ne circule pas. Et certains démissionnent dans un hôpital où les effectifs sont déjà insuffisants.

Des lits tournants ?

Cet été a été rude pour les patients et pour le personnel. À Épidaure par exemple, on a enregistré des températures allant jusqu'à 42 degrés. Et comme il n'y a pas de climatisation, les patients dormaient toute la journée, terrassés par la chaleur. Dans les pavillons d'admission, récents, pas de souci avec la chaleur, la clim a été appréciée. Oui mais voilà, lorsqu'il s'est mis à pleuvoir, plusieurs chambres ont été inondées aux Cyprès, à Éole et aux Cyclades. En gros, l'hôpital est conçu pour une température de 25 degrés sans pluie !

Peut-être que l'on pourrait mettre des lits superposés et naviguer d'un service à un autre en fonction de la météo...

Enfin !

À la rue des Jardins, les travaux ont commencé. Ce n'est pas du luxe. Il faut rappeler que le toit s'est effondré dans un bureau. Oui mais voilà, certaines mauvaises langues disent que, justement, le toit n'est pas envisagé dans les travaux. On marche sur la tête.

Une honte

Nos collègues ASH n'ont pas toutes pu avoir leurs congés comme elles voulaient, c'est-à-dire en même temps que leur famille. Une gestion insupportable lorsque l'on sait que la direction a refusé des candidatures pour l'été.

Des pannes à répétition

Cet été, Cariatides a été en panne plusieurs fois. Du coup, pas possible pour les internes de prescrire de nouveaux traitements et impossible de les préparer dans les services. Impossible aussi de rentrer les nouveaux patients ou ceux qui revenaient de perm. Un vrai bazar. Mais on ne fait pas du neuf avec du vieux.

Marche à la guerre, les hôpitaux réquisitionnés ?

D'après le *Canard enchaîné*, le ministre de la Santé a demandé aux hôpitaux de se tenir prêts à un potentiel conflit généralisé d'ici mars 2026. Une lettre a été envoyée le 18 juillet aux ARS pour préparer les

hôpitaux à devenir une base arrière capable d'accueillir un afflux massif de blessés et de sensibiliser « *la communauté soignante aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources et l'augmentation des besoins* ». Ça, ça ne change pas.

Mais plutôt que d'aller faire la guerre pour les profits de Dassault, mieux vaudrait la faire au grand patronat qui plonge la planète dans le chaos.

Hongrie : une marche des fiertés de nouveau interdite

La police hongroise a annoncé l'interdiction d'une marche des fiertés prévue le 4 octobre à Pécs, une ville du sud du pays. Cette décision fait suite à l'interdiction de la Budapest Pride en juin dernier par le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán, qui mène une campagne de répression contre les droits des personnes LGBT+. Plus de 200 000 personnes, un chiffre historique, avaient défié cette décision en participant à la marche. Depuis 2018, Orbán réduit progressivement les droits fondamentaux des minorités sexuelles au nom de la « *protection de l'enfance* ». Mais ces dernières ne se laissent pas faire, et la manifestation de Pécs est maintenue.

Un policier gifleur et amateur de crachat

Sur des images relayées sur les réseaux sociaux, on peut voir un policier gifler violemment un jeune homme avant de lui cracher dessus quelques instants plus tard. La scène s'est déroulée le 28 août dernier dans le quartier de la Sablière, à Saint-Denis. Le parquet de Bobigny a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête pour « *violences par personne dépositaire de l'autorité publique* ». Un non-lieu en perspective ?

Élections législatives : les femmes largement sous-représentées

Sur les quinze principaux partis présents aux élections législatives de 2024, seuls LFI, le PS et Debout la France ont respecté la parité. Les autres ne l'ont pas fait. En queue de peloton on trouve Les Républicains de Bruno Retailleau qui n'ont fait figurer qu'un tiers de femmes sur leurs listes. Mais ils font malgré tout presque deux fois mieux que l'Union des droites pour la République, d'Éric Ciotti, allié de Marine Le Pen, qui n'alignait que 17,5 % de candidates.

Conclusion logique, les femmes ne sont actuellement que 208 à siéger (sur 577) alors qu'elles étaient 215 en 2022 et 224 en 2017. Dans ce domaine aussi la parité n'est pas gagnée.

